



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-septième session

Amman (Jordanie), 5-8 février et 4-5 mars 2024

Rapport sur les résultats du Forum mondial de l'investissement

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Résumé

À ses 35^e et 36^e sessions, la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient a appelé les membres à mobiliser des investissements publics et privés dans les infrastructures locales et les services publics pour stimuler les investissements privés et permettre un développement rural intégré et durable¹. Les membres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord ont aussi invité la FAO à tenir une conférence régionale sur l'investissement.

En partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la FAO a organisé les séances consacrées à l'investissement dans la transformation des systèmes agroalimentaires de l'édition 2023 du Forum mondial de l'investissement, qui s'est tenu à Abu Dhabi du 16 au 20 octobre 2023. Le présent document offre un tour d'horizon des débats organisés par la FAO dans le cadre du Forum.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 souligne le rôle essentiel des systèmes agroalimentaires s'agissant de relever les défis mondiaux tels que la malnutrition, la pauvreté, la perte de biodiversité et de services écosystémiques, et le changement climatique. Malheureusement, le monde n'est pas bien engagé pour atteindre l'objectif de la Faim zéro d'ici la fin de la décennie. Il est donc urgent d'opérer un changement de paradigme et une transformation en vue de parvenir à des systèmes agroalimentaires plus efficaces, inclusifs, résilients et durables qui permettront d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie), sans que personne ne soit laissé de côté.

Toutefois, les investissements dans les systèmes agroalimentaires, qu'ils soient publics ou privés, sont insuffisants. Nous devons donc accroître les investissements publics et privés et en mobiliser de supplémentaires. Il s'agit pour ce faire, d'une part, de rediriger les subventions agricoles actuelles vers l'amélioration de la productivité, de la durabilité, de la résilience face au changement climatique et de la mise en place d'une alimentation saine et, d'autre part, de mobiliser des ressources financières supplémentaires qui soient inclusives et alignées sur les objectifs de développement durable (ODD), notamment des mécanismes de financement novateurs, des financements mixtes et d'autres instruments limitant les risques des investissements agricoles. Les partenariats et les approches faisant intervenir de multiples parties prenantes, notamment les secteurs privé et public, la société civile, les universités et les organismes de recherche, renforceront la mobilisation de financements supplémentaires à l'appui de la transition.

Les systèmes agroalimentaires doivent aussi adopter de nouvelles technologies et innovations à vaste échelle afin d'atténuer les effets du changement climatique et de s'adapter à celui-ci, et de lutter contre la perte de biodiversité et la dégradation des terres. Cependant, les coûts élevés qui leur sont associés rendent l'accès à ces nouvelles technologies difficile, surtout pour les petits exploitants et les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les migrants, ce qui nécessite aussi des ressources financières supplémentaires.

Des exercices de prospective stratégique peuvent aider à assurer la planification publique à long terme et à façonner les processus politiques en vue de transformer les systèmes agroalimentaires. Les résultats de ces exercices entrepris par la FAO et les partenaires permettront d'entrevoir les évolutions technologiques potentiellement majeures et d'anticiper leur retentissement, ainsi que les menaces et les possibilités susceptibles de les accompagner.

Investir dans les chaînes de valeur et dans le secteur agroalimentaires durables peut contribuer pour beaucoup à la transformation des systèmes agroalimentaires grâce à la création de revenus et d'emplois, à l'amélioration de l'accès à une alimentation abordable et saine, à l'édification de communautés résilientes face au changement climatique, et à l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles.

Alors que l'on estime à près de 70 pour cent la part de la population mondiale qui vivra dans les villes d'ici à 2050, il y a aussi urgence à accélérer la transformation des systèmes alimentaires urbains. Outre l'écart financier à combler, une coopération plus étroite entre les gouvernements locaux et

nationaux est requise s'agissant de développer et de mettre en œuvre la sécurité alimentaire au plan national.

Les investissements dans la modernisation des installations du marché rural (amélioration des installations de réfrigération, déploiement de modes de transformation, de stockage et d'emballage intelligents face au climat, utilisation de technologies de manutention) réduisent les pertes alimentaires et les incidences négatives sur l'environnement, et confèrent davantage de valeur ajoutée à la production agricole.

La transformation des systèmes agroalimentaires doit être inclusive; il nous faut mettre un accent particulier sur les groupes marginalisés, tels que les petits exploitants, les femmes, les jeunes et les réfugiés. Si les petits exploitants sont à la tête de la plupart des exploitations dans la majeure partie des pays, leurs investissements dans leur exploitation sont souvent freinés faute d'accès à des intrants, des ressources et des marchés qui permettraient une production rentable. Les jeunes rencontrent de nombreuses difficultés pour participer pleinement aux systèmes alimentaires. Les femmes, qui jouissent d'un pouvoir de décision limité et de peu de contrôle sur les ressources se trouvent souvent dans l'impossibilité de prendre des décisions stratégiques et de décider d'investir pour elle-même et leur famille. Les réfugiés et les personnes touchées par les situations de conflit dépendent tout particulièrement de l'agriculture mais se heurtent à d'importantes difficultés d'intégration aux systèmes alimentaires locaux au sein de leur communauté hôte.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient

FAO-RNE-NERC@FAO.ORG

Introduction

1. Le Forum mondial de l'investissement, manifestation phare de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), est la plateforme mondiale numéro un dans le domaine de l'investissement et du développement. L'édition 2023 du Forum s'est tenue du 16 au 20 octobre 2023 à Abu Dhabi, sur le thème de l'investissement en faveur du développement durable.

2. L'année 2023 a marqué la première année où la FAO a participé, en tant que partenaire stratégique de la CNUCED à l'organisation de cette manifestation, qui a offert une occasion extraordinaire d'attirer l'attention sur le rôle essentiel qu'est appelé à jouer l'investissement durable dans les systèmes agroalimentaires, et de sensibiliser à ce rôle. La FAO a organisé neuf séances dans le cadre du Forum, sur le thème de l'investissement dans la transformation des systèmes agroalimentaires («FAO Track»):

- Séance d'ouverture de haut niveau: investir dans la transformation des systèmes agroalimentaires
- Relever les défis du secteur agroalimentaire au moyen des technologies et des innovations, grâce à une planification à long terme fondée sur la prospective
- La technologie et l'innovation au service du renforcement de la résilience et à l'appui de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets
- Les financements novateurs pour ouvrir l'investissement dans les systèmes agroalimentaires durables
- Créer un chemin: révéler la voie de l'investissement du secteur privé dans l'agroalimentaire

¹ Rapport de la 36^e session de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient (2022), <https://www.fao.org/3/ni214fr/ni214fr.pdf>.

- Transformation inclusive des systèmes agroalimentaires
- Transformer les systèmes alimentaires urbains
- Investir dans la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires
- Investir dans les chaînes de valeur durables et le développement du secteur agroalimentaire

3. Il est indispensable d'accroître les investissements dans les systèmes agroalimentaires si l'on veut concrétiser les ambitions du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris. Afin d'assurer la mise en œuvre de l'ODD 2 (Faim zéro), la cible 2.a appelle à «accroître, notamment dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, l'investissement en faveur de l'infrastructure rurale, des services de recherche et de vulgarisation agricoles et de la mise au point de technologies et de banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés». En outre, d'après la publication de 2022 de la FAO intitulée «L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation»², l'investissement est l'un des principaux moteurs de la transformation des systèmes agroalimentaires, qui, si on l'active, peut étendre ses effets positifs à l'ensemble des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux.

4. De récentes estimations de la Food and Land Use Coalition (coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres) suggèrent que pour transformer les systèmes alimentaires en vue d'assurer l'accès à une alimentation saine, et de surcroît de limiter les effets du changement climatique, de s'adapter à celui-ci, et de lutter contre la perte de biodiversité, il faudra déboursier chaque année, pendant les 10 prochaines années, **300 à 350 milliards d'USD supplémentaires** à l'échelle mondiale³. L'investissement dans les systèmes agroalimentaires offre aussi des possibilités s'agissant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'adapter à celui-ci, de lutter contre la perte de biodiversité et de donner à tous accès à une alimentation saine. Les entreprises agricoles ont par ailleurs besoin de financements supplémentaires pour développer leurs activités et investir dans la technologie ou les transports afin d'atteindre les agriculteurs isolés. C'est pourquoi il est urgent d'attirer en faveur des systèmes agroalimentaires des investissements publics et privés inclusifs et efficaces, alignés sur les ODD, en vue de réduire l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition, et de favoriser l'emploi rural décent et les emplois verts (en particulier pour les femmes et les jeunes) ainsi que la création de revenus.

5. La transformation des systèmes agroalimentaires est essentielle si l'on veut éliminer la faim, parvenir à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, et favoriser les revenus et l'agriculture durable. Cependant, l'agriculture est très en retard par rapport aux autres secteurs pour ce qui est d'attirer les investissements nécessaires pour atteindre les ODD⁴. Dans les pays à faible revenu, de nombreux exploitants, transformateurs et autres acteurs ont besoin d'aide pour accéder aux ressources financières requises pour investir dans les systèmes agroalimentaires. Pourtant, d'après certaines estimations, la transformation des systèmes agroalimentaires pourrait générer d'ici à 2030 au moins 4 500 milliards d'USD par an de nouveaux débouchés commerciaux à l'échelle mondiale⁵.

Principaux débats lors des séances organisées par la FAO

6. Malgré l'importance fondamentale des systèmes agroalimentaires pour accélérer les progrès au regard de la réalisation des ODD, les projets et investissements publics ou privés dans l'agriculture sont insuffisants pour promouvoir la transformation des systèmes agroalimentaires et les chaînes de

² Consultable à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/3/cc1024fr/cc1024fr.pdf>.

³ Voir:

<https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/115123/Scaling%20up%20critical%20finance%20for%20sustainable%20food%20systems%20through%20blended%20finance.pdf?sequence=3&isAllowed=y> (en anglais uniquement).

⁴ CNUCED. Investment Trends Monitor, janvier 2023, n° 44, https://unctad.org/system/files/official-document/diaeiainf2023d1_en.pdf (en anglais uniquement).

⁵ Better Finance, Better Food: Case Study Catalogue. 2020. <https://www.systemiq.earth/wp-content/uploads/2020/11/Better-Finance-Better-Food-Case-study-catalogue-2.pdf> (en anglais uniquement).

valeur agroalimentaires durables. Les débats ont insisté sur l'importance de la production alimentaire locale pour la sécurité alimentaire régionale, et sur celle de rediriger les financements vers la production alimentaire. Toutefois, ils ont aussi fait ressortir les difficultés financières auxquelles se heurtent les pays en développement endettés. La solution réside dans le déploiement d'approches financières novatrices et dans l'entretien de relations de partenariat apportant des bénéfices mutuels à ceux qui possèdent des ressources financières et à ceux qui en manquent.

7. Tout d'abord, la nécessité de mettre en place des partenariats public/privé pour investir dans les systèmes agroalimentaires a été fortement soulignée, car l'investissement public à lui seul ne suffit pas. Il importe de créer un environnement propice au secteur privé si l'on veut encourager les investissements dans la transformation des systèmes agroalimentaires.

8. Ensuite, la nécessité de mobiliser des ressources financières supplémentaires alignées sur les ODD et inclusives, notamment des mécanismes financiers novateurs, des financements mixtes et d'autres instruments réduisant les risques des investissements agricoles, a été évoquée. Le financement mixte consiste à associer des financements publics et privés dans l'optique de réduire les risques pour les investisseurs privés, ce qui rend les investissements dans le secteur agroalimentaire plus attractifs. Cette approche peut jouer un rôle déterminant pour attirer les investisseurs et catalyser le changement.

9. Les intervenants ont par ailleurs débattu des stratégies visant à rendre les investissements agricoles plus sûrs (diversification des investissements et utilisation de nouvelles formes de garanties, par exemple). Il a été question du recours aux certificats carbone comme nouvelle solution de garantie des prêts. En outre, le capital-risque a été considéré comme une solution viable pour investir dans des prêts durables, en particulier lorsque ces prêts comportent des niveaux de risque élevés, car les investisseurs en capital-risque sont souvent disposés à soutenir des projets à haut risque dans les secteurs de la durabilité et de l'environnement, dans le but de stimuler l'innovation et atteindre les objectifs de durabilité.

10. De plus, investir dans les chaînes de valeur et l'agroalimentaire durables peut contribuer pour beaucoup à créer des revenus et des emplois, améliorer l'accès à une alimentation abordable et saine, renforcer la résilience des communautés face au changement climatique et optimiser l'utilisation des ressources naturelles. L'accent doit être mis à la fois sur les start-up et les «end-up» afin de favoriser le succès de l'entrepreneuriat agricole⁶.

11. Outre les investissements directs, la réaffectation des subventions agricoles existantes, qui devraient s'élever à 2 000 milliards d'USD d'ici à 2030, peut renforcer la transformation des systèmes agroalimentaires et répondre aux trois dimensions de la durabilité (sociale, économique et environnementale). L'idée serait de passer de subventions basées sur la production à des subventions basées sur les intrants, ce qui permettrait de réduire les coûts de production et d'adoption des technologies.

12. Par ailleurs, la transformation des systèmes alimentaires urbains peut jouer un rôle déterminant en faveur de chaînes de valeur plus durables. C'est d'autant plus nécessaire que l'urbanisation, l'expansion démographique et la croissance économique posent des problèmes urgents. Alors que plus de la moitié de la population mondiale réside désormais dans les zones urbaines et que les villes totalisent 70 pour cent de la consommation alimentaire, il devient impératif de veiller à la durabilité des systèmes alimentaires urbains. Pour relever efficacement ces défis, il est clairement nécessaire d'autonomiser les administrations locales et d'encourager les efforts de collaboration entre les autorités nationales et locales en vue d'harmoniser les politiques et les initiatives visant à promouvoir des systèmes alimentaires urbains durables.

13. Dans 70 pour cent des feuilles de route nationales relatives aux systèmes alimentaires, les pertes et le gaspillage alimentaires se révèlent une préoccupation majeure. Environ 14 pour cent des aliments produits sont perdus le long de la chaîne d'approvisionnement, et 17 autres pour cent sont

⁶ Un investissement important, d'un montant de 1,3 milliards d'USD, a été réalisé dans des micro-, petites et moyennes entreprises, ouvrant 31 000 nouvelles possibilités d'emploi au Maroc, dans le cadre d'une stratégie nationale globale lancée en 2017. Cette stratégie a efficacement réussi à favoriser une collaboration harmonieuse entre l'industrie, les pouvoirs publics et les exploitants individuels.

gaspillés au niveau de la vente au détail, ce qui représente une perte économique de 400 milliards d'USD. Les débats ont fait ressortir tout un éventail de causes, à la fois directes et systémiques, notamment au niveau des pratiques de production et de récolte, du stockage, de la commercialisation, du comportement des consommateurs, des infrastructures et des politiques. La région Proche-Orient et Afrique du Nord présente un taux élevé de pertes et de gaspillage, ce qui souligne la nécessité de mener des interventions spécifiques dans la région. Les intervenants ont mis l'accent sur le rôle que les investissements stratégiques dans les systèmes de réserves, l'optimisation de l'utilisation des terres et la participation du secteur privé sont appelés à jouer dans la réduction des pertes et du gaspillage. Les améliorations du stockage et de l'après-récolte, en particulier dans le secteur céréalier, ont été mises en avant. L'introduction d'obligations à impact social, soutenues par des fonds privés, a par ailleurs été citée parmi les approches convaincantes s'agissant de lutter efficacement contre les pertes et le gaspillage alimentaires⁷. Il a en outre été rappelé qu'une part importante des pertes alimentaires (plus de 65 pour cent) a lieu durant les étapes de récolte et de production. La technologie apparaît ainsi comme un outil déterminant pour limiter les pertes et le gaspillage. Une possibilité d'investissement du secteur privé dans les solutions technologiques se profile. Des technologies simples et faciles d'accès peuvent avoir une incidence considérable, en particulier dans les régions les moins développées, sur la réduction des pertes alimentaires, notamment aux étapes de la transformation et du stockage après récolte.

14. Dans un contexte climatique en constante évolution, marqué par une instabilité et des risques accrus, la nécessité de renforcer la résilience face aux chocs et aux changements, grâce à la technologie et à l'innovation, a beaucoup gagné en importance. L'idée centrale du débat concernant la technologie et l'innovation a été que ces nouveaux outils doivent être taillés sur mesure en fonction des besoins spécifiques des populations ciblées, d'où l'accent qu'il convient de mettre sur l'inclusivité de la transformation.

15. Le besoin urgent de mobiliser technologie et innovation à l'appui de la transformation des systèmes agroalimentaires apparaît de manière évidente lorsque l'on examine les défis et les solutions potentielles présentés lors des débats. L'augmentation des taux de faim et la forte contribution de l'agriculture aux émissions de gaz à effet de serre restent pour les responsables de l'élaboration des politiques de tous les secteurs des sujets de préoccupation majeurs qui nécessitent d'adopter des approches globales en ce qui concerne le développement et l'application des nouvelles technologies et innovations. L'investissement dans des technologies solides et des stratégies novatrices est un facteur essentiel du changement et de la transition.

16. Pour répondre à ces défis, les débats ont esquissé des pistes de solutions. Les technologies renouvelables (énergie solaire et éolienne, par exemple) offrent un moyen de réduire la dépendance vis-à-vis de ressources naturelles limitées. De plus, des technologies innovantes telles que l'irrigation de précision ont le potentiel de doubler les rendements agricoles tout en réduisant nettement la demande en eau d'irrigation. Il a en outre été question des progrès en matière d'architecture végétale et d'adaptation des feuillages, qui pourraient améliorer la résilience des cultures face au changement climatique.

17. Autre défi de taille: la collecte, le partage et la protection des données. Les prévisions et données météorologiques jouent un rôle déterminant dans l'amélioration de la résilience des systèmes agroalimentaires. Toutefois, des préoccupations subsistent en ce qui concerne la propriété et la protection des données, en particulier entre les fournisseurs de technologie et les exploitants individuels. Une solution essentielle consiste à mettre au point des cadres réglementaires solides et à modifier le droit de la propriété intellectuelle pour répondre aux problématiques de propriété des données, de valeur des données et de protection des données dans le secteur de l'agriculture. Ces démarches au niveau de la réglementation visent à assurer un accès équitable à l'information et à promouvoir une répartition équitable de la valeur créée par les données, tout en évitant d'entraver

⁷ Un exemple intéressant à signaler est celui des Émirats arabes unis, où des initiatives visant à changer les comportements, menées en collaboration avec des entreprises de restauration, ont entraîné une baisse notable des pertes et du gaspillage alimentaires. Les lieux de restauration proposant un buffet ont ainsi enregistré une baisse considérable du gaspillage alimentaire (environ 44 pour cent).

l'innovation. Le recours à des modèles normalisés de contrats et à des processus d'harmonisation peut aider à limiter la mauvaise utilisation des données et à renforcer la coopération régionale.

18. Il est fondamental de répondre aux besoins spécifiques des petits exploitants et de leur proposer, du niveau débutant au niveau avancé, des technologies adaptées à leur contexte agricole ainsi qu'aux conditions locales si l'on veut lutter efficacement contre le changement climatique. Une approche collaborative faisant intervenir les gouvernements, la société civile et le secteur privé est aussi indispensable. Le soutien des pouvoirs publics en faveur des innovations privées, le financement des start-up et des agroentreprises et la participation du secteur privé sont essentiels pour promouvoir des pratiques durables et conduire la transformation des systèmes agroalimentaires.

19. Les systèmes agroalimentaires se trouvent face à des défis sans précédent qui demandent de prendre des décisions créatives au niveau des politiques, de réaliser des investissements spécifiques, et d'assurer une gouvernance responsable. Afin de pouvoir faire face de manière collaborative à la complexité, à l'incertitude, à l'instabilité et à l'ambiguïté de ces défis et des tendances qui se font jour, on recourt de plus en plus à des pratiques de prospective pour assurer la planification à long terme et l'élaboration des politiques publiques. La FAO étant coutumière de l'utilisation des technologies nouvelles et émergentes pour créer des voies d'avenir plus durables, les exercices de prospective apparaissent de plus en plus clairement comme nécessaires pour déterminer quels domaines exigent le plus d'attention.

20. L'un des principaux avantages de la prospective est qu'elle permet d'envisager divers scénarios pour l'avenir des systèmes agroalimentaires. Les exercices de prospective permettent aux parties prenantes d'explorer tout un éventail de possibilités, et de se projeter aussi bien dans l'adoption de technologies durables que d'évaluer les risques potentiels que présenteraient des systèmes agroalimentaires contrôlés par l'intelligence artificielle. Une approche proactive est donc nécessaire pour anticiper et atténuer les risques, ainsi que pour saisir les occasions nouvelles qui se présentent dans un paysage agroalimentaire en constante évolution. La prospective permet d'élaborer une vision stratégique qui respecte les contextes et les méthodes de production locaux tout en favorisant l'efficacité.

21. Si la question de l'inclusivité est restée au centre des préoccupations de tous les débats, une séance en particulier a été consacrée à la transformation inclusive des systèmes agroalimentaires. Il est impératif d'investir dans une transformation inclusive afin que les groupes marginalisés, notamment les petits exploitants, les femmes et les réfugiés, puissent bénéficier pleinement des systèmes agroalimentaires. Les petits exploitants n'ont souvent pas suffisamment accès aux ressources et aux marchés, tandis que les jeunes ont un éventail de possibilités limité, et que les femmes disposent d'un pouvoir de décision restreint, ce qui entrave leur capacité à faire des choix stratégiques pour elles-mêmes et leur famille au niveau des ménages. Les réfugiés et les personnes touchées par les situations de conflit dépendent de l'agriculture mais rencontrent des difficultés à intégrer les systèmes alimentaires locaux. Il est donc essentiel d'investir dans l'édification de systèmes alimentaires inclusifs afin d'autonomiser ces populations marginalisées et de leur donner accès aux possibilités et avantages qu'offrent les systèmes alimentaires, tout en renforçant la durabilité au sens large de ces systèmes. Créer un environnement propice et stimuler les investissements sont deux éléments clés pour parvenir à cette inclusivité qui, par suite, génère de meilleures possibilités d'emploi en termes quantitatifs et qualitatifs, et accroît l'accès au marché des petits exploitants.

22. Au cours des débats, il a été reconnu que le secteur privé était appelé à jouer un rôle déterminant dans la transformation des systèmes agroalimentaires. Ce secteur, en collaboration avec les gouvernements et les diverses autres parties prenantes, peut permettre d'autonomiser les producteurs locaux, longtemps mis à l'écart de la transformation des systèmes agroalimentaires au niveau mondial. Le secteur privé est aussi à même de bien mettre à profit les technologies, y compris des technologies géospatiales et de l'agriculture de précision, en vue d'autonomiser les petits exploitants et d'accroître leur productivité. Avec l'essor récent des financements responsables au regard du changement climatique, il est impératif d'intégrer des stratégies de croissance verte et des financements respectueux de l'environnement dans le secteur de l'agriculture, compte tenu de l'urgence des problématiques environnementales. La région Proche-Orient et Afrique du Nord a

commencé à voir se multiplier les dispositifs de financement vert, qui ont été bien intégrés dans les stratégies de développement nationales.

Conclusion

23. Avec l'édition 2023 du Forum mondial de l'investissement, la FAO a offert une occasion extraordinaire d'attirer l'attention sur le rôle essentiel qu'est appelé à jouer l'investissement durable dans les systèmes agroalimentaires, et de sensibiliser à ce rôle. En tant qu'institution chef de file du système des Nations Unies dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, l'Organisation a contribué de manière déterminante à mettre davantage l'accent, dans le cadre du Forum, sur la nécessité d'investir dans le secteur agroalimentaire et sur les possibilités de tels investissements.

24. Comme indiqué plus haut, les systèmes agroalimentaires sont appelés à jouer un rôle considérable non seulement dans l'élimination de la faim et la fourniture d'une alimentation saine à l'échelle mondiale, mais aussi dans l'accélération de la réalisation des ODD, l'élimination de la pauvreté, l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, et l'enrayement de la dégradation de la biodiversité.

25. Des investissements accrus dans les systèmes agroalimentaires sont essentiels à la mise en place de systèmes agroalimentaires durables, inclusifs et résilients, à même de relever efficacement les défis complexes de la région. Toutefois, les investissements dans les systèmes agroalimentaires, qu'ils soient publics ou privés, sont insuffisants. Il faut donc augmenter ces investissements et en mobiliser de supplémentaires. Il s'agit d'une part de réorienter les subventions agricoles existantes, et d'autre part de mobiliser des ressources financières supplémentaires qui soient inclusives et alignées sur les ODD, notamment des mécanismes financiers novateurs, des financements mixtes et d'autres instruments limitant les risques des investissements agricoles. Les partenariats et les approches faisant intervenir de multiples parties prenantes peuvent catalyser la réalisation de ces objectifs.